INFOMATIN 391:Mise en page 1 08/10/2018 02:20 Page 1

60 millions de Fcfa
à gagner au BANKO mardi 9 octobre

N°391 du lundi 08 octobre 2018

infoMatin
Quotidien
L'actualité autrement

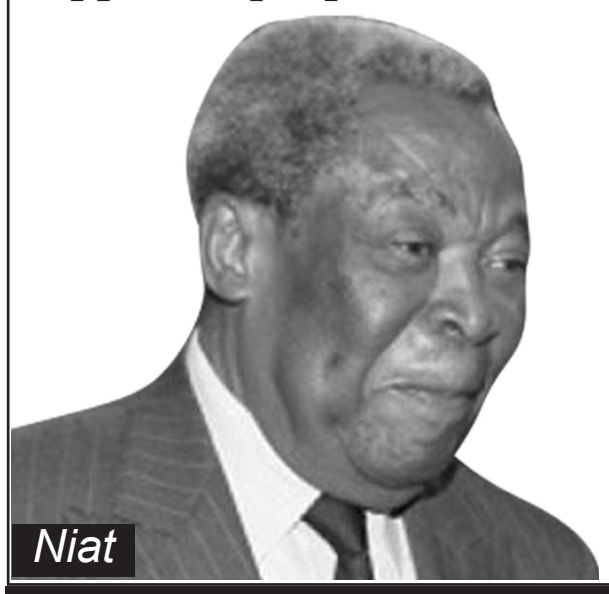
2e année

400 Fcfa

Présidentielle 2018

Le Laakam en action

Un communiqué attribué à cette association socioculturelle appelle le peuple bamiléké à voter Maurice Kamto P.3


Niat

Nkuété

Kamto

Soutien à Paul Biya

Amougou Belinga offre 10 millions aux chefs traditionnels du Mfoundi

Au terme de leur formation en informatique par l'Iai-Cameroun le 04 octobre à Yaoundé. En présence du Représentant-résident, Armand Claude Abanda. Pp.8-9

Déroulement du scrutin du 7 octobre

Atanga Nji rassure

P.3

Développement local intégré

La phase 2 du Chari et Logone sur les rails

Pp.5-7

Directeur de publication : Dieudonné Mveng **Tél : (237) 243 29 63 62** e-mail: infomatinquotidien@yahoo.com **Une publication du Groupe La Météo**

INFOMATIN 391:Mise en page 1 08/10/2018 02:20 Page 2

ECOLE DE FORMATION INTERNATIONALE EN HÔTELLERIE ET RESTAURATION « EFIHR »

Agréée par arrêté N°311/MINEFORP/SG/DFOP/SDGSF/SACD
du 15/09/15 Yaoundé-Cameroun

L'école internationale de formation en hôtellerie-restauration de Nsam fait partie du complexe hôtelier SAFARI HOTEL Situé à NSAM, entre la SCDP et l'agence de voyage GARANTI EXPRESS. B.P : 3330 Yaoundé ; Tél : 655 90 37 04.

Elle offre au public des cycles complets de formation en continue et en alternance. Elle offre aussi des stages de perfectionnement ou de recyclage dans les deux spécialités suivantes :

- Employé polyvalent de cuisine-bar-restaurant
- Employé Accueil-Réception-Hébergement

DUREE DE LA FORMATION : 9 mois de cours théoriques et pratiques+3mois de stage en entreprise.

CONDITIONS GENERALES D'ADMISSION :

Employé Polyvalent de cuisine-bar-restaurant

- Être titulaire du B.E.P.C ou niveau de classe de 1ère A, B, C, D.
- Être titulaire d'un CAP
- Être titulaire de G.C.E O/L

Employé Accueil-Réception-Hébergement

- Être titulaire d'un probatoire A, B, C, D

Inscriptions : Service de la scolarité,
tél : 655 90 37 04

Rentrée scolaire : 1er octobre 2018.

PRÉSIDENTIELLE 2018

Le Laakam appelle au tribalisme

Sur base d'un document en circulation, des responsables de la société secrète, bien qu'en mettant en doute son authenticité, ne condamne pas formellement son contenu.

Cédric Mbida

L'association socioculturelle Laakam a, dans un communiqué de presse daté du 6 octobre, apporté un démenti vis-à-vis d'un «document dont le caractère frauduleux, vexatoire et provocateur ne fait l'objet d'aucun doute, puisqu'il ne porte ni signature, ni date, ni cachet.» Le document objet du démenti circule sur les réseaux sociaux depuis des jours en effet. Entre les lignes, «La société secrète de la haute tradition Bamiléké interpelle tous les fils et filles originaires de cette contrée, où qu'ils se trouvent.» en indiquant qu'un fils du village est sur le point d'arriver à la tête de l'État du Cameroun, et tout dépend d'eux (communauté bamiléké ndlr). Clairement, le document invite tous les fils et filles bamilékés à voter pour Maurice Kamto, digne fils bamiléké qui saura redonner une plus grande splendeur à leur ethnie.

Au soutien de cet appel, les auteurs estiment avoir été longtemps victimes des mises à l'écart, mais que les ancêtres ont veillé sur leur ethnie, et les voici sur le point d'occuper la tête de l'État avec un digne fils de chez eux. Dans la mise en œuvre du plan, les auteurs conseillent une stratégie, «N'écoutez surtout pas ce qui se raconte, vous serez seul dans l'isoloir, votons pour notre fils, notre frère, notre père, notre oncle, soyons et restons solidaires et c'est ainsi que nous réussirons.»

S'il est vrai que le document objet du démenti ne porte pas de signature, il y a lieu tout de même d'observer que le Laakam s'y intéresse. La société

socioculturelle dit avoir pris connaissance du document qu'il prend la peine, au passage, de qualifier et surtout réitère de manière générale ses positions sur les affaires du pays à savoir le rejet de la haine, des divisions, de la discrimination et des déviations de toute nature. Pour nombre d'observateurs, peut-on répondre par des généralités à un problème clairement posé ? Le document non signé appelle clairement la communauté bamiléké à voter pour le candidat Kamto. Bien plus, le communiqué brandit la menace de malédiction sur tout enfant originaire de l'Ouest qui ne voterait pas le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc).

Acceptation tacite. Le démenti apporté par le Laakam, pour les mêmes analystes, n'est qu'un déroulé de démagogie qui ne répond à aucun des importants points repris par l'appel au vote des Bamiléké en faveur de Maurice Kamto. Les signataires du démenti, au-delà de ne prendre position face à l'appel à voter le candidat du (Mrc), ne condamnent pas de manière systématique et formelle les envolées à coloration tribale, ainsi que la mise à l'écart dont se plaignent les auteurs du document objet du démenti. Bien plus, il se dit dans les salons huppés de la capitale que le secrétaire général du Rdpc, Jean Nkuété, serait arrivé à Douala à plusieurs reprises et aurait tenu des réunions secrètes avec pour mot d'ordre, le message que comporte le document démenti, à savoir un vote massif pour Kamto. Idem pour le président de Sénat ; Marcel Niat ire, en refusant les 15 millions comptant pour le financement de la campagne des partis politiques à l'élection présidentielle, l'on indique qu'il comptait sur les appuis des opérateurs économiques de la région de l'Ouest. Ces derniers, d'habitude grands pourvoyeurs de fonds du Social democratic front (Sdf), ont décidé de tourner le dos au parti de Ni John Fru Ndi pour désormais, financer le parti de leur frère, le Mrc.

Sur un tout autre plan, le document est en circulation depuis des jours sur les réseaux sociaux et curieusement n'a pas fait l'objet d'une grande condamnation par les ressortissants de la région de l'Ouest. Preuve s'il en était encore besoin que bien que n'étant pas signé, le document a eu l'effet escompté et les tendances, par endroits, semblent le confirmer.

PAUL ATANGA NJI

« Les élections se sont déroulées dans le calme... »

S'exprimant juste après la fin du scrutin, le ministre de l'Administration territoriale (Minat) a ajouté que le vote s'est tenu également dans les régions anglophones.

Mamouda Labaran

Hier, les Camerounais en général et les électeurs en particulier sont allés au lit avec les premières informations officielles sur le scrutin. Non sans un soulagement certain. Car, depuis le retour du multipartisme en 1990, la présidentielle 2018 est celle qui se rapproche le plus de sa devancière de 1992 en termes de montée d'adrénaline. D'une promptitude à saluer, le Minat a donné une conférence de presse, peu après la fermeture des bureaux de vote à 18h sur toute l'étendue du triangle national. «Les opérations électorales se sont globalement déroulées sur l'ensemble du territoire national dans le calme, la sérénité et la transparence», rassure Paul Atanga Nji.

Tout en signalant un incident à Makénéné et à Baham (région de l'Ouest), le Minat insiste sur le fait que le scrutin a eu lieu «sans perturbation majeure dans les 360 arrondissements du Cameroun et dans les 24988 bureaux de vote». S'agissant des points chauds que constituent les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest où des sécessionnistes armés menaçaient de mort quiconque ira voter, Paul Atanga Nji a indiqué que des mesures ont été prises pour sécuriser le scrutin dans cette partie du pays.

Concernant la sécurité des prétendants à la magistrature suprême, le conférencier révèle que le gouvernement a pourvu à l'encadrement sécuritaire de tous les candidats. Ceci en application des «hautes instructions du président de la République».

Force reste à la loi

Rappelant l'irréversibilité du processus démocratique au Cameroun, l'ancien ministre chargé de Mission à la présidence en appelle au respect scrupuleux de la loi et des procédures qui régissent le contentieux électoral. «La proclamation des résultats officiels de l'élection présidentielle relève de la compétence exclusive du Conseil constitutionnel. Personne n'a le droit de se substituer à cette instance juridictionnelle. Toute forme de remise en cause, en dehors des voies légales ne sera pas tolérée, et je dis bien de qui que ce soit», met en garde le Minat.

Pour l'heure, les premiers chiffres officiels portent sur le nombre d'inscrits au niveau national (6. 692.000), à l'extérieur (19356) et les bureaux de vote (24988 au pays et 66 à l'étranger). Dans la même lignée, Atanga Nji ajoute que son ministère à accréditer 3662 observateurs nationaux et 432 observateurs internationaux.

Rappel. Selon la loi, les résultats sont proclamés dans un délai de 15 jours au moins à compter de la date de clôture du scrutin. 9 candidats ont pris part à la présidentielle d'hier, à savoir Paul Biya (Rdpc, parti au pouvoir), Maurice Kamto (Mrc), Cabral Libi (Univers), Joshua Osih (Sdf), Serge Espoir Matomba (Purs), Adamou Ndam Njoya (Udc), Franklim Ndifor (Mcnc), Garga Haman Adji (Add), Akere Muna (Fdp). Ce dernier représente un cas litigieux dans la mesure où son désistement en faveur de Kamto n'a pas été validé par Election Cameroon.

INFOMATIN 391:Mise en page 1 08/10/2018 02:20 Page 4

JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTS

Le vacataire peine à trouver sa place au soleil

Des années après leur formation, les diplômés de l'École normale des instituteurs de l'enseignement général peinent toujours à intégrer la Fonction publique.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

Siméon M. est enseignant à l'école publique d'Akilbenza, un village perdu de Nguelemendouga dans la région de l'Est Cameroun. Âgé de 31 ans, il exerce dans cette école en tant que maitre des parents. Depuis sa sortie de l'École normale des instituteurs de l'enseignement général (Enieg) d'Abong-mbang en 2011, il y a été affecté et attend toujours son intégration à la Fonction publique. «Je constitue des dossiers depuis près de cinq ans aujourd'hui, mais ils n'ont jamais abouti». Marié et père de trois enfants, cet enseignant vacataire est rémunéré à 10 mille Fcfa par l'Association des parents d'élèves (Ape) de ladite école. Pour subvenir aux besoins de sa famille, il est obligé de multiplier des activités en dehors de l'enseignement. «Je suis obligé de cultiver les champs. Les mercredis et vendredis soir quand je quitte l'école, je me rends directement en brousse pour regagner mon domicile à une heure tardive, puis je prépare mes leçons pour le lendemain. Mes week-ends, je les consacre aux travaux champêtres», confie t-il.
Ondoua Salomon, un autre instituteur dans une école primaire privée de Yaoundé, lui aussi est sorti de l'Enieg, il y a 10 ans, n'a cessé d'enseigner dans les écoles privées faute d'alternative. «Ma rémunération mensuelle est inférieure ou égale au

salaire minimum de base et je dois me battre au quotidien pour nourrir mes deux enfants.», confie t-il. Selon lui, c'est grâce aux cours de répétions qu'il parvient à assumer son quotidien. La journée mondiale des enseignants qui s'est célébrée le 05 octobre dernier était une occasion pour lui, d'attirer l'attention du gouvernement sur leurs conditions salariales. «L'État devrait être regardant, veiller sur ce qu'on nous propose comme salaire. Au besoin, fixer une base salariale, pour les enseignants qui ne sont pas encore intégrés, parce qu'on vit le calvaire», se lamente-t-il.

Décourageant. D'après lui, les promoteurs des établissements privés ne respectent pas toujours les termes des contrats. C'est pourquoi certains parmi eux finissent souvent par abandonner pour aller rester au quartier. «Certains de nos collègues qui enseignent dans les établissements privés n'ont pas un statut clair. Les fondateurs les payent selon leur guise. C'est un peu décourageant. Ceux qui sont en ville sont contraints d'enseigner dans quatre ou cinq écoles et faire des répétitions pour pouvoir joindre les deux bouts.», déplore Yannick Kende, Enseignant de physique-chimie. Pour Richard Angone Woupan, directeur dans un collège privé à Yaoundé, les thèmes débattus à l'occasion de la journée à eux dédiée devraient être appliqués sur le terrain et non sur du papier. «L'Etat doit prendre des dispositions pour que les enfants, au sortir de l'école, ne restent pas au quartier, pour qu'ils ne soient pas obligés d'aller dans le privé alors que le besoin se fait véritablement sentir dans les zones périphériques, il est énorme», renseigne-t-il. L'État devrait donc tout faire pour sortir ces jeunes de la précarité tout en assurant une gestion équitable des ressources humaines disponibles, car dans les zones reculées, un seul enseignant peut tenir deux à trois classes tandis que dans les grandes villes, on retrouve deux enseignants par classe.

ASSAINISSEMENT

Trois villes engagées dans l'opération «ville propre»

De vastes campagnes d'assainissement sont en cours à Yaoundé, Bertoua et Ngaoundéré.

A. M
(Stagiaire)

Face aux résultats peu convaincants des opérations «ville propre et belle» engagées ici et là à travers le triangle national, les maires, la communauté urbaine, en commun accord avec certaines autorités, ont décidé de mettre sur pied de vastes campagnes d'assainissement. L'initiative a pris corps dans les villes de Bertoua, Yaoundé et Ngaoundéré. Il faut par ailleurs relever que les immondices dans ces villes devenaient de plus en plus difficiles à gérer par la seule société d'hygiène et de salubrité du Cameroun (Hysacam). Pour cela, des centaines d'hommes et de femmes ont été recrutés pour la cause.
A Ngaoundéré dans la région de l'Adamaoua, trois communes d'arrondissement ont débloqué 30 millions Fcfa pour assainir la ville. Environ 400 jeunes vont sillonner les quartiers afin d'y mettre la propreté. Lors du lancement de cet ambitieux programme, le vendredi 5 octobre dans les services du gouverneur, Kildadi Taguiéké Boukar a demandé à la population de faciliter le travail à ces jeunes qui feront les tours des services administratifs et autres lieux pour mettre la propreté. «Nous demandons à la population de faciliter le travail de ces jeunes. Ils vont procéder à la collecte des ordures

ménagères afin de débarrasser la ville des déchets qui ternissent l'image du chef-lieu de la région», a-t-il martelé. Comme matériel de travail, ils recevront des machettes, brouettes, gangs, cache-nez et bottes. Des tricycles seront affectés à chaque groupe de chaque commune afin de collecter les déchets dans les quartiers et de les déposer aux bords des routes permettant ainsi à Hysacam de les récupérer sans difficultés. Les jeunes recrutés par les communes bénéficieront d'une rémunération mensuelle dont le montant n'a pas été révélé, mais déjà les travaux du conseil de la communauté urbaine de Ngaoundéré permettront dans les prochains jours de déterminer ce qui reviendra à chacun d'eux.

Enlèvement. De même, tout au long de la semaine écoulée, les équipes d'assainissement étaient aussi déployées dans la ville de Yaoundé pour le même but : rendre la ville plus propre à travers une vaste opération d'enlèvement d'ordures ménagères, épuration des caniveaux, de désherbages des voies d'accès ente autres. Idem dans la ville de Bertoua où le préfet du département du Lom et Djerem, Yves Bertrand Awounfac Aliénou confie : «C'est une vaste opération d'enlèvement des ordures ménagères qui vise à rendre la ville de Bertoua propre afin que nos populations vivent dans de meilleures conditions. Cette opération devra être visible et faire tâche d'huile».
La main d'œuvre sera mise à disposition par les collectivités territoriales décentralisées locales. Une vaste opération de recrutement des jeunes des deux sexes a été lancée. À l'issue de ce recrutement, comme à Ngaoundéré, 400 jeunes seront déployés sur le terrain pour donner un visage plus reluisant au chef-lieu de la région de l'Est, pendant 30 jours.

INFOMATIN 391:Mise en page 1 08/10/2018 02:20 Page 5

DÉVELOPPEMENT DURABLE INTÉGRÉ

La phase 2 du Chari et Logone sur les rails

Depuis 1995, le Programme de développement rural intégré du Logone et Chari a été mis dans le pipe par la Commission du Bassin du Lac Tchad (Cblt) dans le cadre du développement transfrontalier interbassin des fleuves Chari (Tchad) et Logone (Cameroun). Ce programme financé par la Banque islamique du développement a pour ambition de «Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations du département du Logone et Chari et celles des arrondissements de Maga et de Kai Kai dans le Mayo-Danay.» Selon ses termes de référence, le projet vise à terme, «La mise en valeur des potentialités des deux bassins et le renforcement de la dynamique transfrontalière.» Dans sa première phase qui a couru de janvier 2010 à décembre 2015, le Pdri- cl s'est attelé à améliorer de façon durable la productivité et les productions végétales, animales et halieutiques non sans favoriser la participation des populations bénéficiaires au développement de leurs communautés et d'en tirer les avantages. Dans sa phase opérationnelle, le programme se décline en cinq grandes composantes (travaux de génie civil, appui au développement, développement durable, gestion des ressources naturelles, études et supervision des travaux). Après l'exécution de la première phase de 2010 à 2015 jugée satisfaisante, le gouvernement de la République, à travers le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et la Banque islamique de développement (Bid), a décidé de s'engager dans cette deuxième phase. Il s'agit de pérenniser les acquis et renforcer davantage les systèmes de production et de transformation des produits agro-pastoraux et halieutiques dans le Département du Logone et Chari. ledit projet répond aux préoccupations de développement de l'ensemble des zones impactées par les actions nocives de la secte terroriste Boko Haram qui a sévi pendant plus de trois ans dans la région du bassin du Lac Tchad. La deuxième phase qu'a lancée le Minepat Alamaine Ousmane Mey, le 4 octobre, s'exécutera de 2019 à 2021, à travers cinq composantes pour un montant de 21 milliards 300 millions Fcfa. Comme lors de la première phase, un accent sera mis sur le développement des infrastructures rurales, l'agriculture et l'Élevage. Objectif à terme : améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales dans le département du Logone et Chari. Infomatin de ce jour s'intéresse à ce projet tant dans sa première que dans sa phase 2.

Dossier réalisé par Henri Bomba

La phase 1 du PDRI-CLI

De 2010 à 2015 les réalisations du programme de développement rural intégré Chari-Logone ont touché les infrastructures, la ligne de crédit, les innovations, la restauration de couvert végétal et de biodiversité, la structuration des marchés agricoles, le suivi-évaluation ainsi que la gestion financière et comptable.

Au plan infrastructurel, on distingue les réalisations socio-économiques de celles Hydro-agricoles. Sur le plan socioéconomiques, l'on compte : 13 blocs de deux salles de classe dont 10 achevés ; 3 centres de santé sont construits et équipés et un autre réhabilité et équipé ; 50 forages pour eau potable sont réalisés ; 7 aires d'abattage construites; 8 forages pastoraux équipés de pompe solaire et d'un abreuvoir de 6.000 m3 construits et 10 parcs à vaccination construits; la Réhabilitation du centre de formation de Ngouma réalisé à 85%. À celles-ci il convient d'ajouter : 3 magasins de stockage construits ; la construction d'un quai d'embarquement et d'un marché de poisson à Blangoua y compris l'achèvement de la construction et de l'équipement de l'abattoir moderne de Kousseri.

Sur le plan hydro-agricole, l'achèvement de la réhabilitation des 570 hectares et équipements en matériel d'exhaure des deux périmètres irrigués de Ndou et Zimado avec une production supplémentaire projetée de 6.000 tonnes de riz par an ; la construction du barrage-écluse sur le fleuve Chouara à Blangoua pour la sécurisation de 7.000 hectares environ et une production estimée à 28.000 tonnes de maïs ; la construction du barrage-écluse sur le Ndjargoudja à Blangoua pour la sécurisation de 10 000 hectares environ. L'amélioration de l'exploitabilité des périmètres rizicoles Fed et hors bloc ainsi que la construction de 10 forages pour l'agroforesterie dont 3 fonctionnant à l'énergie solaire font également partie des réalisations hydro-agricoles.

Pour ce qui est de la ligne de crédit, un premier tirage de 250 millions Fcfa a permis au Crédit du Sahel de distribuer les microcrédits à 143 groupements dont 26% constitués des femmes pour un montant total de 248 millions Fcfa. Le deuxième tirage de 248 millions Fcfa a été effectué en février 2014 par la Banque islamique et octroyé aux bénéficiaires.

Le troisième tirage de 250 millions est arrivé en novembre 2014 et distribué. Le dernier tirage est effectué en juin 2015.

En termes d'innovations, les activités permanentes de formation et de sensibilisation ont démarré avec les ministères sectoriels concernés à travers des accords de partenariat. Les actions spécifiques sont, entre autres : l'appui à 75 groupements de maraichers (labour, formation, produits de protection des cultures) ; l'organisation et la formation des producteurs devant prendre en charge la gestion des périmètres irrigués et la gestion du barrage-écluse de Blangoua ainsi que l'accompagnement des cultures de décrue sur près de 1500 hectares dans le cadre du labour avec les tracteurs offerts par le Minepat ont été réalisées en agriculture. En élevage et ressources halieutiques en revanche, il y a eu la formation de 250 producteurs dans le domaine d'embouche bovine et de petits ruminants ; la vaccination de 60.000 petits ruminants dans l'arrondissement de Kousseri et 100.000 vaccinés dans l'arrondissement de Makary; la mise à disposition de 30.000 alevins dans les étangs piscicoles des groupements ou individus dans le cadre de la promotion de la pisciculture ; la Création d'un centre d'alevinage à Kousseri sans compter cinq pirogues motorisées pour le contrôle de pêche acquises et distribuées aux bénéficiaires.

INFOMATIN 391:Mise en page 1 08/10/2018 02:20 Page 6

Zone d'intervention et composantes du Projet

La zone d'intervention du projet est le département de Chari Logone situé dans la région de l'Extrême Nord. Sa population est actuellement estimée à environ 600.000 habitants.

Projet contextualisé

Le gouvernement camerounais à travers le ministère de l'Économie, de la Planification et l'Aménagement du territoire a reçu un financement de la Banque islamique de développement (Bad) sous la forme d'un prêt en vue de financer le coût du Projet du développement intégré Chari-Logone, Phase II. Le Projet de Développement Rural Intégré – Chari Logone phase II, s'inscrit, selon les informations rendues publiques, dans le cadre d'un vaste programme de développement rural intégré du Bassin du Chari-Logone/ Lac Tchad. Il s'intègre dans la stratégie de développement rural et le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce). Son montage et les orientations de ses actions dans son déploiement ont pour but essentiel la mise à niveau des chaînes de valeur porteuses devant créer la richesse, résoudre le problème d'insécurité alimentaire, réduire la pauvreté et surtout créer des valeurs ajoutées afin d'améliorer le PIB du pays dans le sens de son accroissement. Toutes les actions programmées vont dans ce sens notamment celui de lever les principales contraintes à l'éclosion des principales chaînes de valeur ajoutée. Cette phase fait suite à une première dont les résultats ont été probants et satisfaisants. Ce qui a amené le gouvernement du Cameroun à travers le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et la Banque islamique de développement (Bid) à s'engager dans une deuxième phase en vue de pérenniser les acquis et de renforcer davantage les systèmes de production et de transformation des produits agro-pastoraux et halieutiques dans le département du Logone et Chari. Par ailleurs, ce projet répond aux préoccupations de développement de l'ensemble des zones impactées par les actions notices de la secte terroriste Boko Haram qui a sévi pendant plus de trois ans dans la région du bassin du Lac Tchad.

Certaines actions concernant la pêche et les activités génératrices de revenus seront conduites dans les arrondissements Maga et Kaï-Kaï dans le Mayo Danay. Le projet comprend les composantes suivantes : l'Études et la supervision du projet. Ici, le consultant du projet va réaliser des études complémentaires nécessaires à sa mise en œuvre et assurer le contrôle et la surveillance des travaux d'infrastructures prévues dans le Projet ; les infrastructures rurales qui consiste à construire ou réhabiliter 450 km de pistes rurales et un pont sur le Taf ainsi que des infrastructures socio-économiques (salles de classes, magasins, forages....) ; l'appui à l'agriculture et à l'élevage avec comme sous composante, les aménagements hydro-agricoles pour les cultures vivrières et le maraîchage, l'amélioration de la productivité de l'élevage et la vulgarisation agricole. Alors que dans la première sous composante, le projet envisage d'aménager 1450 hectares de terres agricoles avec un système d'irrigation économe en eau et des spéculations à très haut potentiel, dans la seconde, les actions du projet dans ce domaine concernent la production de fourrage, disponibilité de la provende et amélioration de la race bovine et avicole, avec un renforcement des capacités dans le domaine de la formation à la base. Pour ce qui est de la 3e composante, elle portera sur la diffusion auprès des producteurs (agriculteurs et éleveurs) des nouvelles variétés ou de races et des techniques de production adaptées (utilisation des nouvelles variétés, le respect des techniques adéquates pour les variétés en termes d'utilisation : type, qualité et dose nécessaire, production des cultures fourragères, conduite d'un élevage productif et rentable, etc.), des fertilisants, des herbicides, des produits phytosanitaires, des fumures organiques, etc. Il s'agira notamment, en relation avec les sectoriels concernés de disposer de : au moins 10 agents de vulgarisation dédiés uniquement aux groupements de producteurs et producteurs individuels (engagés dans la riziculture, maraîchage, embouche diverses, aviculture, pisciculture, etc.) ; 10 motocyclettes et autres accessoires pour les agents en question.

Les zones d'intervention concernent également les outils de production (fiches techniques) et de gestion des exploitations (comptabilité simplifiée, compte d'exploitation, bilan, etc.). La fourniture d'intrants et des

prestations agricoles aux paysans seront assurées à travers des Centres ruraux de gestion des matériels et de crédit de campagne.

Appui à l'unité d'exécution. À côté des études de la supervision du projet, des infrastructures rurales et de l'appui a l'agriculture et à l'élevage, figure également l'appui à l'unité d'exécution du projet. Cette dernière composante comprend les activités destinées au bon fonctionnement de l'Unité de gestion ou d'exécution du projet (Ugp) pour lui permettre de mener à bien les missions qui lui sont assignées dans le domaine de la mise en œuvre des activités retenues dans le projet, le pilotage et la supervision rapprochée de celles-ci.

Opérationnalisation de la deuxième phase

Sous l'égide du Minepat, elle est effective depuis le 4 octobre.

Le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey, a procédé ce jeudi, 04 octobre 2018 à Kousseri, en présence des ministres de l'Élevage et de la Jeunesse, au lancement officiel de la deuxième phase du Projet de développement rural intégré Chari-Logone (Pdri-Cl II).

Financée par la Banque islamique de développement, ce Projet s'inscrit dans la mise en œuvre de la Stratégie de développement rural et du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce). La mise sur pied de ce projet a pour but, précise la note d'information parvenue à la rédaction de votre journal, de mettre à niveau des chaînes de valeur porteuses, devant créer la richesse, résoudre le problème d'insécurité alimentaire, réduire la pauvreté et surtout créer des valeurs ajoutées afin d'accroître le Produit intérieur brut (Pib) du Cameroun.

Il convient de souligner qu'après l'exécution de la première phase de 2010 à 2015 jugée satisfaisante, le gouvernement de la République, à travers le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et la Banque islamique de développement (Bid), ont

décidé de s'engager dans cette deuxième phase, pour pérenniser les acquis et renforcer davantage les systèmes de production et de transformation des produits agro-pastoraux et halieutiques dans le département du Logone et Chari. Par ailleurs, ce projet répond aux préoccupations de développement de l'ensemble des zones impactées par les actions nocives de la secte terroriste Boko Haram qui a sévi pendant plus de trois ans dans la région du bassin du Lac Tchad.

Exécution. Au ministère de l'Économie, l'on explique que cette deuxième phase s'exécutera de 2019 à 2021, à travers cinq composantes pour un montant de 21 milliards 300 millions Fcfa.

Comme lors de la première phase, un accent a été mis sur le développement des infrastructures rurales, l'agriculture et l'Élevage.

Objectif à terme : améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales dans le département du Logone et Chari.

Parmi les résultats de la première phase, figurent en bonne place la construction des infrastructures de base telles que les salles de classe, les centres de santé, les forages, les aires d'abattage, les ponts, les périmètres irrigués, la formation des populations dans les domaines de l'agriculture et l'élevage et l'octroi des microcrédits aux groupes de femmes et de jeunes.

Un programme ancré dans les instruments de politique publique

Le Pdri obéit à l'indice de développement humain, aux objectifs de développement durable, ainsi qu'au Dsce.

Concernant l'indice de développement humain, il s'agit d'une mesure synthétique permettant de connaître le niveau de développement humain d'un pays, qui mesure le niveau atteint par celui-ci au regard des dimensions essentielles : la durée et la qualité de la vie, obtenues à partir de l'espérance de vie à la naissance ; l'accès à l'éducation, calculé grâce au taux d'alphabétisation des adultes et au taux brut combiné de scolarisation, et le niveau de vie, mesuré par le Pib par habitant en termes de parité du pouvoir d'achat (Ppa) en dollars US. Ces trois dimensions sont ramenées à des valeurs comprises entre 0 et 1, et la moyenne simple est utilisée pour parvenir à une valeur globale de l'Idh comprise entre 0 et 1. Les pays sont ensuite classés en fonction de celle-ci; « 1 » représentant la valeur maximale de l'indice vers laquelle toute économie doit tendre. Les actions du Pdri contribueront à coup sûr à l'amélioration à cet indice pour le Cameroun.

S'agissant des objectifs pour le développement durable, ils ont été évalués en 2015 et montrent que les efforts sont encore nécessaires pour lutter contre la pauvreté et la volonté politique transcrite dans les différents cadres stratégiques reste le socle de la réussite et les différents programmes et projets ont davantage intérêt et l'obligation d'avoir cet ancrage. Quant au Document de stratégie de croissance et de l'emploi (Dsce), il donne des orientations de croissance axées sur le développement des infrastructures, la modernisation de l'appareil de production et la diversification des échanges commerciaux. Il s'agit en réalité des infrastructures d'accompagnement des entreprises des différents secteurs de développement. De manière spécifique, des programmes importants d'accroissement de la production rurale devront être mis en place. 5 De manière globale, le Dsce envisage une croissance annuelle du Pib hors pétrole de 5,7% entre 2010 et 2020. Au niveau du secteur rural, le gouvernement estime que le principal défi à relever dans le secteur rural concerne le passage à une production rurale semi intensive et industrielle qui permettra : d'assurer la sécurité et l'autosuffisance au niveau de la consommation interne, d'approvisionner l'industrie de transformation et de créer un marché et une consommation internes pour les filières extraverties et enfin, de développer les exportations et améliorer ainsi la balance commerciale. À lire de très près, le Pdri-Cl est parfaitement en adéquation avec ces orientations stratégiques du gouvernement contenues dans le Dsce et aussi dans la vison 2035.

ALAMINE OUSMANE MEY, MINEPAT

"Nous voulons rendre un grand hommage au président de la République et lui exprimer notre profonde gratitude pour sa sollicitude à l'endroit du Logone et Chari."

« Permettez-moi de relever que c'est un privilège immense pour notre pays d'avoir le soutien de la Banque islamique de développement à hauteur de 20 milliards 300 millions pour accompagner le développement économique et social précisément dans le département du Logone et Chari. Nous voulons à cet égard rendre un grand hommage au président de la République et lui exprimer notre profonde gratitude pour sa sollicitude à l'endroit des populations de tous le pays et surtout des populations du Logone et Chari. Aujourd'hui nous lançons la seconde phase du Pdri dans sa seconde phase qui vise à poursuivre ce qui a déjà été entamé. Mais met l'accent surtout sur les infrastructures. Les infrastructures, il s'agit de construire plus de 450 tronçons ou alors réhabiliter, ce qui représente une distance assez importante sur le département qui a besoin d'être désenclavé. Le désenclavement va être suivi de l'amélioration des capacités productives halieutique et dans l'élevage du bétail et l'agriculture certainement. Nous voulons donc penser que avec ces 20 milliards, et plus, le département est équipé pour continuer son

développement. Il est important de relever à cette étape que le président de la République a veillé à ce que les situations relatives à l'insécurité soit totalement maitrisés et que les populations puissent vaquer sereinement à leurs occupations. C'est le sens de ce projet, le Minepat apporte bien entendu son soutien total. il est question de profiter de l'aménagement des périmètres agricole de développer davantage de production et de créer surtout les emplois aux jeunes et aux femmes qui ont certainement envie de participer à l'édification de notre pays. Tel est le sens de ce projet qui va certainement changer la physionomie, va transformer le département en un vaste chantier, va permettre que l'espoir qui a toujours existé puisse davantage se consolider et que notre pays dans l'ensemble, la région de l'extrême nord en particulier puis spécifiquement le Logone et Chari puisse être de la démarche de notre pays sa marche vers l'horizon 2035. »

Réalisations à l'horizon 2022

La phase 2 du Pdri consolide les acquis de la première et s'engage à lever l'une des principales contraintes de développement des différentes chaines de valeur tout en encourageant l'entreprenariat rural dans le département du Logone et Chari, qui reste encore parmi les zones où les indicateurs de développement sont les plus faibles du pays. cette phase a pour objectifs de désenclaver les principaux bassins de production et de relier les principaux centres d'échanges (marchés) pour permettre aux producteurs d'avoir accès à des prix compétitifs pour ainsi capter des gains de productivité ; d'accroitre la production et la productivité agropastorales et halieutiques ; d'accroitre le nombre des infrastructures socioéconomiques ; de renforcer les capacités des producteurs et associations pour jouer un rôle central dans les principaux maillons des chaines de valeur ; de diversifier les sources de revenus notamment pour les femmes et les jeunes. Pour atteindre ces objectifs, les actions programmées jusqu'en fin 2022 concernent entre autres : la réhabilitation et/ou création de 450 km de routes carrossables en toutes saisons concernant notamment les tronçons de malam-Goulfey ; les aménagements de proximité dans les bas-fonds (les mares) de 1450 ha pour des activités de production agricole, halieutique et l'abreuvement du bétail ; la mise en place de trois centres ruraux de développement (agro-business centers) ; le renforcement du système de vulgarisation rural pour l'amélioration des techniques de production agropastorales et halieutiques ; le développement de la pisciculture ; l'amélioration des traces bovines tant pour la production laitière que de la viande ; la prise en compte de la ligne de crédit de la première phase logée au crédit du Sahel.

MFOUNDI

L'Iai et Amougou Belinga rendent les chefs traditionnels androïdes

Les séminaristes de la promotion parrainée par le Pdg du groupe L'Anecdote ont reçu des attestations de fin de formation aux Tic et une enveloppe de 10 millions au quartier Nsam, le 04 octobre.

Diane Abada

Ils étaient une centaine, les chefs traditionnels membres de l'Association des chefs traditionnels du Mfoundi (Actram) qui ont solennellement reçu des parchemins attestant leurs aptitudes aux technologies de l'information et de la communication (Tic), au cours de la cérémonie présidée par le sous-préfet de l'arrondissement de Yaoundé 3è, Nestor Dym, jeudi. La solennité qui avait pour cadre l'esplanade de la paroisse de Nsam a connu la présence du Représentant-résident de l'Institut africain d'informatique (Iai) du Cameroun, Armand Claude Abanda, de l'ancien président du conseil d'administration (Pca) de l'Iai-siège, le Gabonais Charles Mba et de plusieurs personnalités et patriarches beti.

En effet, au terme d'une formation en informatique d'un mois, les garants de la tradition du département du Mfoundi ont acquis des connaissances sur des modules que sont Microsoft Word, Excel, Internet, réseaux sociaux et initiation à l'entreprenariat. «Iai-Cameroun vient de nous arrimer à la modernité. Car, aujourd'hui rien ne peut se traduire sans outil informatique. C'est pourquoi nous avons estimé que les chefs traditionnels du Mfoundi rentrent dans ce canal afin qu'ils ne soient pas en marge des savoirs numériques», a exprimé à l'occasion le représentant de l'Actram, Sa majesté Pie Abanda. «Nous sommes désormais des barons de l'informatique, capables de manipuler à souhait le téléphone androïde», a renchéri l'autorité traditionnelle. D'ailleurs, pour cette initiative qui rentre dans le cadre de l'opération un Million de jeunes, d'enfants et de femmes (Mijef) à l'horizon 2035, lancée en mars 2015 à Yaoundé, les plus perspicaces ont couronné leur formation par la rédaction des rapports.

Photo de famille après remise des parchemins

Un parchemin remis par le Pdg du groupe L'Anecdote

Un séminariste recevant son attestation des mains du Représentant-résident de l'Iai-Cameroun

10 millions offerts par le parrain. Pour conduire à bon port cette formation en informatique, les chefs traditionnels ont été spécialement accompagnés par le président directeur général (Pdg) de l'imposant groupe de médias L'Anecdote, Jean Pierre Amougou Belinga. Et dans l'optique de consolider leur état de chefs androïdes, le promoteur de la chaîne de télévision Vision 4 a offert (sur le champ) une enveloppe de 10 millions Cfa aux chefs, pour l'achat d'ordinateurs et accessoires informatiques. Et retour d'ascenseur, les garants de la tradition ont, après un bref conciliabule, béni leur fils bienfaiteur (M. Amougou Belinga), en lui remettant un chasse-mouche, symbole de paix et d'autorité chez les Beti.

Dans son intervention, l'invité spécial de l'événement du jour, Charles Mba, a reconnu le travail de titan qu'abat Armand Claude Abanda, patron de l'Iai-Cameroun et confie : «Il n'y a aucun autre pays africain où 280 000 citoyens sont formés aux Tic, et ce, grâce à l'Iai-Cameroun».

Remerciements et recommandations. Prenant la parole, Armand Claude Abanda a exprimé ses remerciements à l'endroit du parrain de la promotion et de marraine nationale de l'opération Mijef 2035, Chantal Biya. Ainsi qu'au président de la République, Paul Biya, pour toutes ses sollicitudes à l'endroit de l'Iai-Cameroun/Centre d'excellence technologique Paul Biya. Aux récipiendaires l'ayant remercié pour cette formation gratuite, le Représentant-résident va recommander «l'utilisation des connaissances acquises à bon escient…».

Le contexte de l'élection présidentielle s'y prêtant, le Représentant-résident lâche : «Il n'y a pas meilleur président androïde pour le Cameroun que Paul Biya». Pendant que le Pdg Amougou Belinga demande aux chefs de ne pas se tromper de cible lors du scrutin présidentiel. «N'oubliez pas que c'est grâce au président Paul Biya que vous bénéficiez des allocutions mensuelles depuis 2013», dira le magna de la presse camerounaise.

Et nous apprenions du patron du Centre d'excellence technologique Paul Biya que, lancé il y a 3 ans, le programme Mijef 2035 très sollicité est à 173 000 jeunes, enfants et femmes formés.

Double cérémonie. À l'occasion, une soixante-dizaine de séminaristes de deux promotions des points focaux Iai Nsam et Eba'a (Yaoundé 6è) ont aussi reçu leurs sésames de fin de formation. Il est à relever qu'en l'espace de 9 mois, le quartier Nsam à Yaoundé a fait l'objet de trois cérémonies similaires.

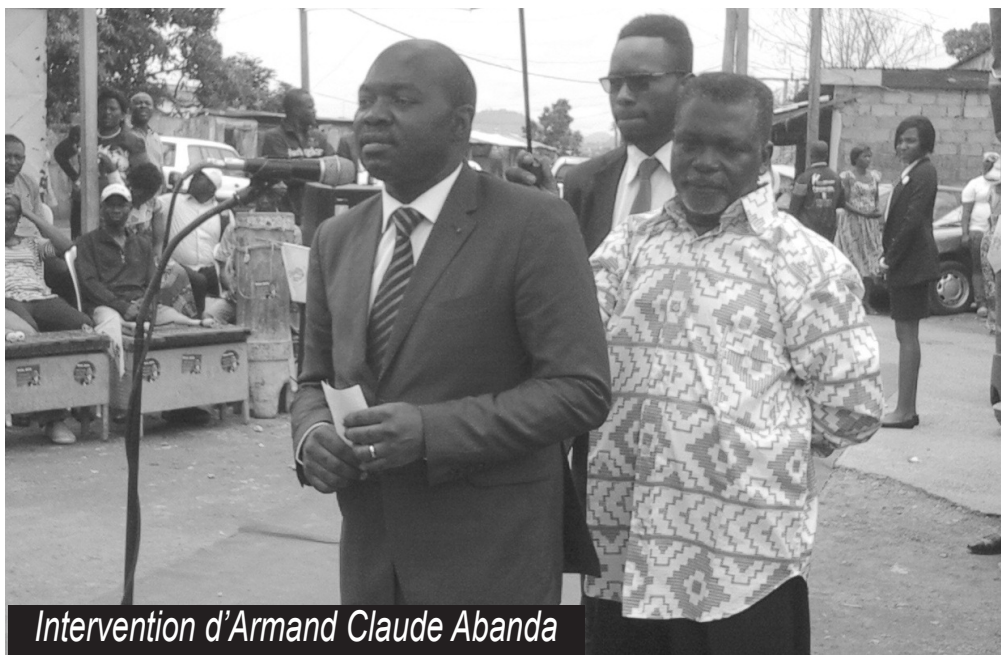
Arrêt sur images...

Accueil chaleureux du Pdg par le chef de groupement Yanda

Poignée de main du Pdg du groupe L'Anecdote aux chefs traditionnels

Une vue de la tribune d'honneur

Des chefs traditionnels


Intervention d'Armand Claude Abanda

Consignes de vote de Jean Pierre Amougou Belinga aux chefs

Le sous-préfet remet une attestation

Photo de famille des deux promotions civiles des points focaux Iai-Nsam et Iai-Eba'a

INFOMATIN 391:Mise en page 1 08/10/2018 02:20 Page 10

VOTE DU 07 OCTOBRE

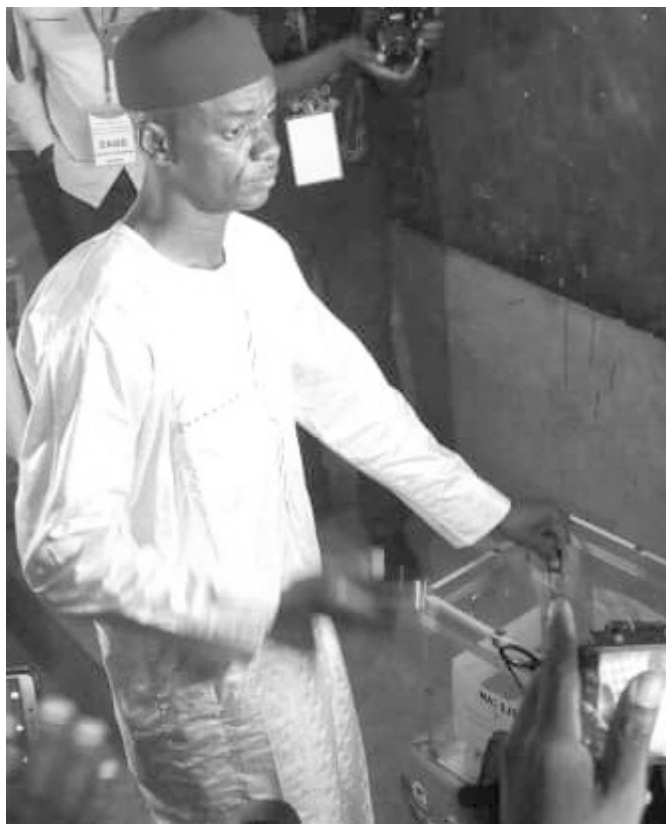
Les 08 candidats se prononcent

Hier, dimanche 07 octobre, les Camerounais se sont rendus aux urnes pour élire leur président de la République. Parmi les candidats en lice, le président du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) Paul Biya, qui affronte 07 candidats (Joshua Osih, Maurice Kamto, Cabral Libii, Garga Haman, Serge Espoir Matomba, Frankline Ndifor Afanwi et Adamou Ndam Njoya). Il faut dire que juste avant le vote et pour la première fois depuis la présidentielle de 1992, deux opposants de poids se sont alliés contre lui. Akere Muna, ancien bâtonnier du Cameroun, s'est en effet désisté en faveur de Maurice Kamto du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) et transfuge du parti au pouvoir. Infomatin vous propose les réactions de ceux ont sollicité le vote de quelques 6,5 millions d'électeurs.

Réalisé par Henri O. Bandolo

Paul Biya
«Je vois que les choses vont bien»

Le président-candidat a voté hier à l'école publique bilingue de Bastos à Yaoundé ainsi que son épouse, Mme Chantal Biya. Vêtu d'un costume bleu marine, le chef de l'Etat a accompli son devoir civique dans la mi-journée en présence de nombreux observateurs nationaux et internationaux, ainsi que de la presse nationale et internationale. Au sortir du bureau de vote, le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) a accordé un entretien à la presse. Face aux journalistes, le chef de l'Etat n'a pas manqué de dire son attente majeure vis-à-vis du peuple camerounais, à l'issue de ce scrutin : celle de bénéficier une fois de plus de la confiance de son peuple. «Je crois qu'élire un président de la République est un grand devoir pour tous les citoyens. Il y a donc ce sentiment de satisfaction pour le devoir accompli. Et puis je vois que les choses vont bien : il n'y a pas de bagarre, la campagne électorale s'est déroulée dans la sérénité. Je félicite les Camerounais pour cette maitrise d'eux-mêmes qu'ils ont montrée. Il reste à souhaiter qu'ils gardent cette maitrise quand on donnera aussi les résultats». Sur le plan personnel, Paul Biya pense, que cette élection «représente une étape de plus dans le service public que je suis sensé donner en tant que président. Et cela représente pour moi aussi une grande satisfaction, si je suis élu, de voir que le peuple camerounais continue à me faire confiance».



Cabral Libii
«Il y a déjà des soucis»

Le candidat du parti Univers a voté à l'Efoulan, dans le 3è arrondissement de Yaoundé. Approché par la presse, Cabral Libii a livré ses sentiments sur le déroulement du scrutin. «Je viens d'accomplir mon devoir ici à Efoulan. Je le fais un peu tôt - vous savez moi je suis rentré du terrain pratiquement à 6h du matin – je le fais un peu tôt pour interpeller tous les autres compatriotes à faire leur devoir, celui de voter. La victoire que nous recherchons se situe au travers du vote. Maintenant, mon représentant me dit dans ce bureau de vote où j'ai voté qu'il n'y a pas de souci. Mais dans beaucoup d'autres régions il y a déjà des soucis. C'est le lieu de le dire ici parce que nous comptons sur la presse également pour le dénoncer. A Buea ce matin, dans un bureau de vote, notre représentant a été refoulé par le maire juste parce qu'il refusait que des gens n'ayant pas de cartes votent. D'autres bureaux de vote même à Buea ne sont pas toujours ouverts à l'heure où je vous parle. Hier déjà à Yagoua, deux de nos représentants ont été enlevés par des gens; on ne sait pas où ils sont. Ils ont reçu des menaces d'arrêter de travailler pour nous». Le candidat du parti Univers, le benjamin de l'élection à 38 ans, décrie donc des tentatives d'intimidation à l'encontre des membres de son équipe de campagne.

Garga Haman Adji
«Nous sommes en démocratie»

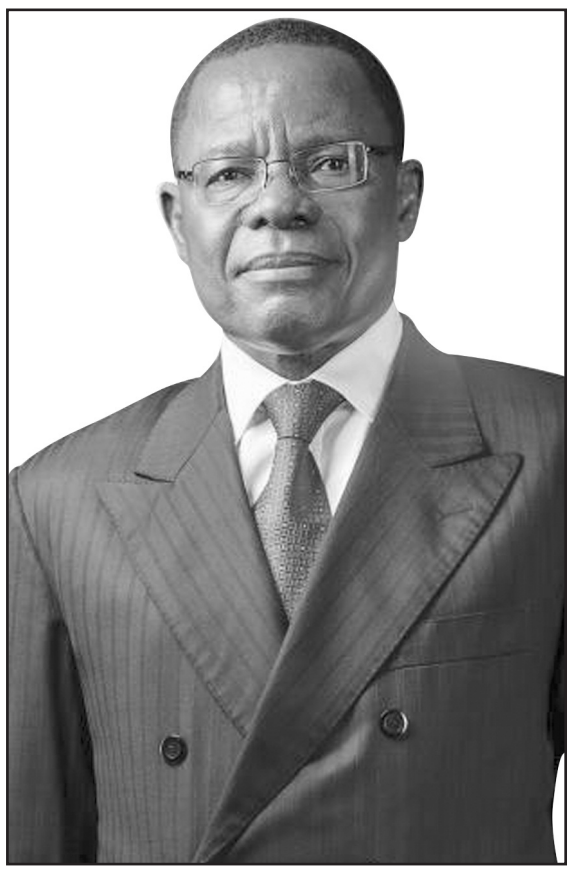
Le candidat de l'Alliance pour démocratie et le développement (Add), Garga Haman Adji a voté à Maroua-Makabaye. Approché par la Cameroon radio and television (Crtv), il a appelé les populations du Grand Nord à saisir cette occasion pour faire de lui le 3ème président de la République du Cameroun. Une fois de plus, Garga s'est présenté comme étant celui qui connait le plus, le Grand Nord en particulier et le Cameroun en général. «Ma première déclaration est celle qui concerne le Grand Nord et tout le Cameroun. Le Grand Nord n'aura plus jamais cette occasion d'être au pouvoir. Ou tous votent Garga et ils ont toutes les chances que je sois président et toute la souffrance dont ils font l'objet aujourd'hui s'en ira. Ou faute de quoi, ils continueront à descendre davantage sous le seuil de la pauvreté qui est le leur en ce moment. Donc d'abord le Grand Nord parce qu'ils sont en dessous du seuil de la pauvreté et ensuite pour tout le Cameroun je connais, vous me parlez de la Menoua je connais. Vous me parlez Ewondo, je connais», a-t-il déclaré.

Joshua Osih
«Ce n'est pas une histoire de candidat»

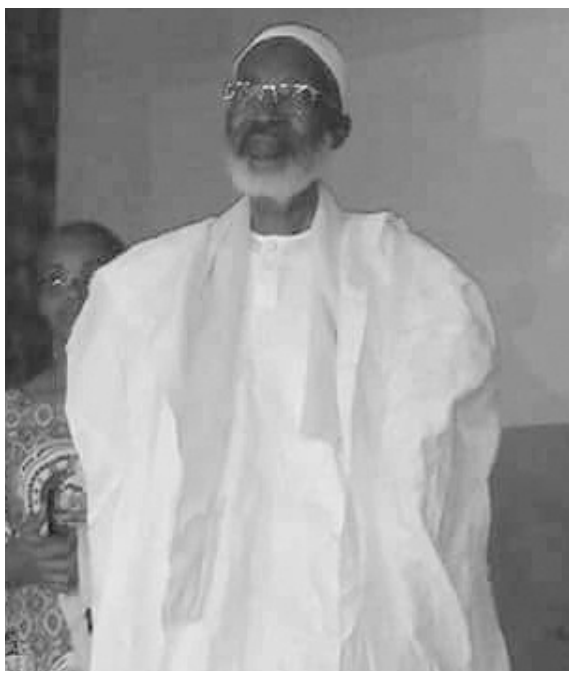
M. Osih a voté au lycée Joss de Douala, la capitale économique où aucun incident majeur n'était signalé en début d'après-midi, pas plus qu'à Yaoundé. Au sortir du bureau de vote, le candidat du Social democratic front a livré ses impressions. «C'est un devoir civique que de voter. Donc, je suis heureux d'avoir accompli mon devoir. J'invite tous les autres Camerounais à le faire. Cette élection ce n'est pas une histoire de candidat. Cette élection, c'est l'avenir de notre pays. Et tous ceux qui sont inscrits pour aller voter, devraient comprendre ce devoir, au vu du contexte actuel. Les informations que nous avons depuis ce matin (07 octobre, ndlr) du Nord-ouest et du Sud-ouest sont plus ou moins alarmantes. Et nous regrettons aussi l'information que nous avons eue que certaines personnes non inscrites sont en train de voter dans la ville de Bamenda. Nous travaillons dessus, mais j'aimerais dire que toute fraude électorale ne peut s'accomplir que si les Camerounais ne sortent massivement pour voter. Donc je les invite à sortir massivement et à venir voter. Et à voter parce que l'avenir de notre pays en dépend».

Maurice Kamto
«C'est le jour que nous tous nous attendions»

Accompagné de son épouse, le candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) a fait son arrivée dans le bureau de vote B du complexe scolaire bilingue Pi and Ju à 12h02. Après avoir accompli son acte citoyen, le candidat n°233 s'est dit confiant, devant les hommes de média. «Je profite de votre présence pour en appeler tous nos autres compatriotes qui ne l'auraient pas encore fait, d'aller voter, car nous sommes rendus le 07 octobre, c'est le jour que nous tous nous attendions pour offrir à notre pays une chance de se hisser parmi les nations démocratiques et à notre peuple une occasion unique de se donner un nouvel avenir, à travers le choix d'un nouveau président de la République».

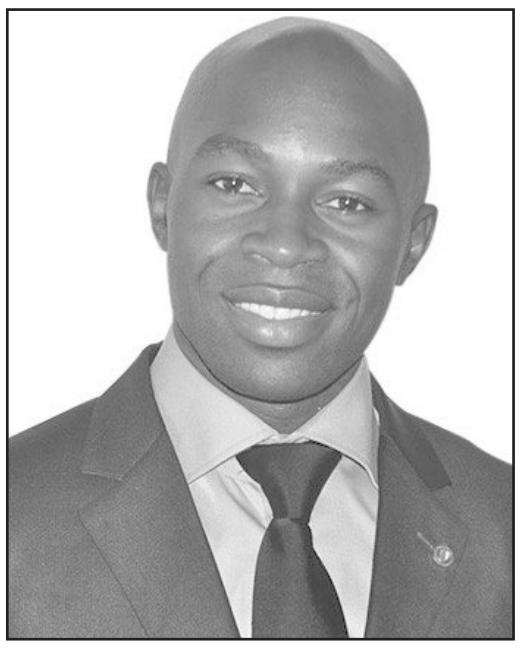


Adamou Ndam Njoya
«Je suis en santé»



Hier à l'école publique de Njinka de Foumban, dans la Région de l'Ouest, les curieux voulaient savoir s'il s'agit bel et bien du candidat de l'Union démocratique camerounais (Udc) qui était absent durant les 13 premiers jours de campagne. Attendu depuis l'ouverture de ce centre de vote à 8 heures par une foule nombreuse, c'est dans l'après-midi, vers 15 heures que le président fondateur de l'Udc est arrivé en compagnie de son épouse. Tout de blanc vêtu, l'inamovible maire de la Commune de Foumban est allé voter dans le bureau C avant de s'ouvrir à la presse qui a voulu savoir d'une part son état de santé et d'autre part ce qu'il pense de cette élection présidentielle. «Je suis en santé. Et si vous ne m'avez pas vu depuis un certain temps, c'est parce que j'étais en congé. Pour ce scrutin, nous attendons les résultats des élections pour voir ce que nous avons fait», a déclaré l'un des habitués des élections présidentielles qui a occupé en 2011, le 4e rang sur 23 candidats avec un score de 83860 soit 1,7336%, très loin du vainqueur Paul Biya qui avait totalisé plus de trois millions de voix, soit 77,9891%.

Serge Espoir Matomba
«Je suis confiant»



Le porte-étendard du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs) a effectué le vote à l'école publique de Bonamatoubè, dans le Wouri, région du Littoral. Il est 10h quand il arrive à cette école. L'électeur n°239 est accueilli par une foule de journalistes locaux et internationaux. Il fait d'abord un tour dans les 4 bureaux de vote de cette école publique qui enregistre 1129 électeurs. Au sortir du vote, le porte-étendard du Purs s'est dit satisfait de son acte citoyen. «Je suis confiant, c'est le mot indiqué, surtout fier d'avoir exercé mon devoir de citoyen, fier d'avoir participé à la construction du Cameroun. Je voudrai avoir un autre Cameroun, c'est pour cette raison que j'ai exercé mon devoir de citoyen». Serge Espoir Matomba soutient que des dispositions ont été prises pour sécuriser le vote des Camerounais.

Frankline Njifor Afanwi
«J'attire l'attention du gouvernement»

Arrivé à 11h50 au lycée bilingue de Bonaberi à Douala, le candidat du Mouvement citoyen national du Cameroun (Mcnc) a effectué son vote au bureau B. «Je tire l'attention du gouvernement cette année, qu'il fait vraiment attention de ne pas laisser certaines manipulations démarrer dans nos bureaux de vote. Parce que là, le pays traverse des moments difficiles. Il ne faut pas certaines activités autour de cette élection 2018», a laissé entendre le pasteur-candidat.

Établissement Privé Laïcd'Enseignement Supérieur

ISSAM

Institut Supérieur des Sciences, Arts et Métiers

INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ARTS ET MÉTIERS

- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaire, science et techniques biomédicales se feront uniquement par voie de concours écris.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.

Les dossiers sont déposés dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkan

Les concours auront lieu simultanément à l'ISSAM et à l'UNIVERSITE DE DOUALA

Dates de Concours: le Samedi 25 Août 2018 et le Samedi 22 Septembre 2018

NOS FILIERES

CYCLE LICENCE
- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS
- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE
- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /L/MINESUP /SG /DDES/ ESUP /SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm